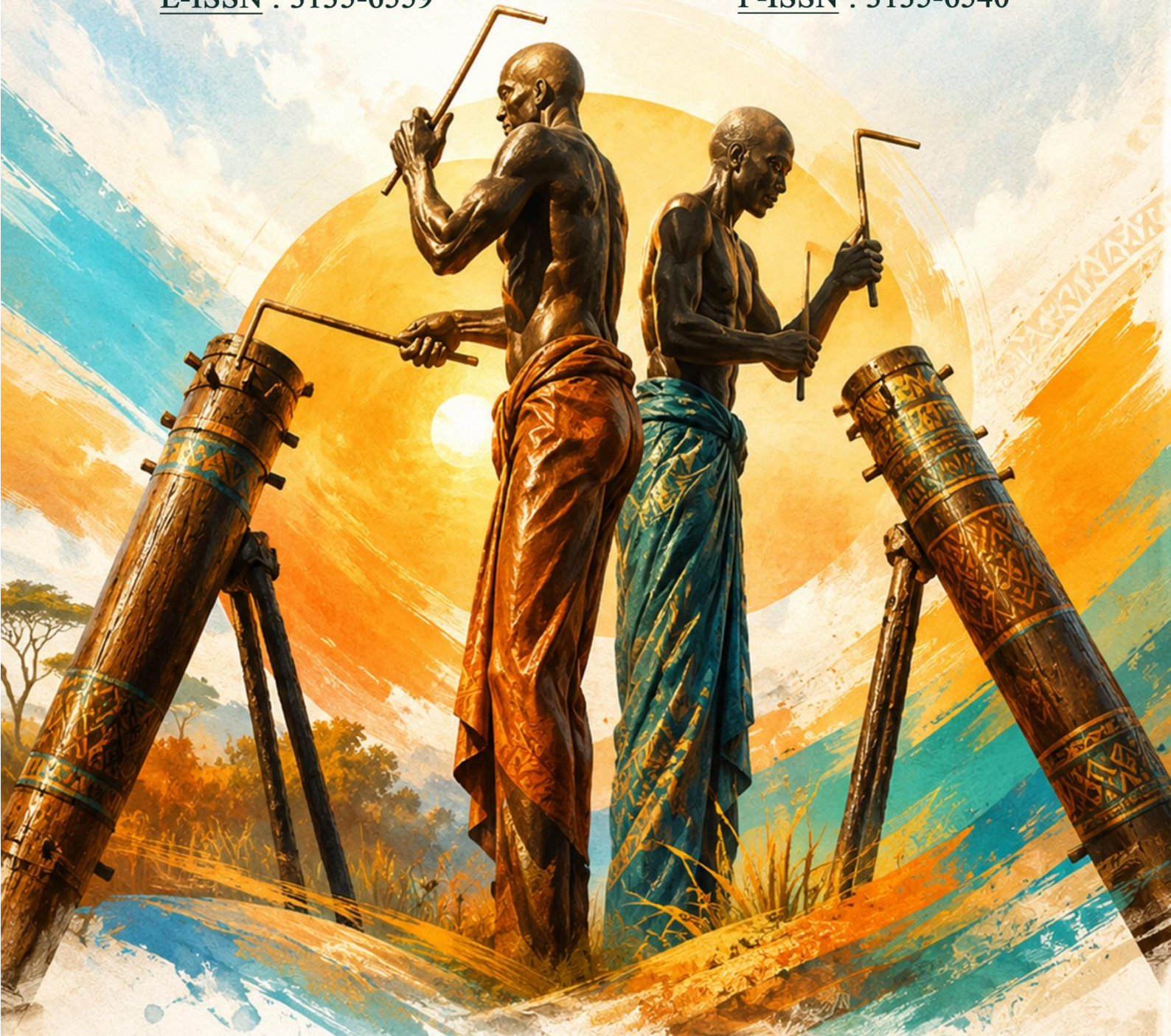


REVUE ATTOUNGBLAN

Lettres - Communication - Arts - Sciences humaines et sociales

E-ISSN : 3135-6559

P-ISSN : 3135-6540



Volume 1, Numéro 1, septembre 2026

www.revueattoungblan.net

COMITÉ ÉDITORIAL

Directeur de publication

KOUADIO Konan Hubert
Maître de Conférences
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

La rédaction

Dr KOUAMÉ Kouakou Daniel, Maître-Assistant, Germanistique, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr KOUAMENAN Djro Bilestone Roméo, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Web Master

KOUAKOU Kouadio Sanguen, Assistant, Ingénieur en informatique, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Professeur Ahouli Akila, Germanistique, Université de Lomé (Côte d'Ivoire)

Professeur FAYE Ousseynou, Histoire, Université Cheick Anta Diop (Dakar)

Professeur GNÉBA Kokora Michel, Germanistique, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Professeur Klaus VAN EICKELS, Histoire, Université Otto-Friedrich de Bamberg (Allemagne)

Professeur KONÉ Vamara, Anglais, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Professeur KOUAMÉ Abo Justin, Germanistique, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Professeur TOH Zorobi Philippe, Anglais, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr KONAN Koffi Syntor (MC), Espagnol, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr YÉO Lacina (MC), Germanistique, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

COMITÉ DE LECTURE

Dr AGOSSAVI Simplicie (MC), Germanistique, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Dr ALLABA Djama Ignace (MC), Germanistique, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr BAH Jean-Joël (MC), Philosophie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr BALLY Claude Koré (MC), Sociologie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr DANHO Yayo Vincent (MC), Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr DIARASSOUBA Bazoumana (MC), Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr KPAO SARÉ Constant (MC), Germanistique, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Dr M'BRA Kouakou (MC), Anglais, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr NOGBOU M'Domou Éric (MC), Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr PALÉ Miré Germain (MC), Espagnol, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr YANGRA Aboua François (MC), Sciences du langage, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

PRÉSENTATION DES MANUSCRITS

ATTOUNGBLAN n'accepte que des articles inédits et originaux en français, anglais, allemand ou espagnol. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs.

Les auteurs sont invités à respecter les délais qui leur seront communiqués, sous peine de voir la publication de leurs travaux repoussée au numéro suivant.

1. Structure de l'article

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Fonction, Grade, Institution d'attache, Adresse électronique, Résumé en Français [200 mots maximum], Mots clés [5 mots maximum] ; Titre en Anglais, Abstract, Keywords ; Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche méthodologique), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Fonction, Grade, Institution d'attache, Adresse électronique, Résumé en Français [200 mots au plus], Mots clés [5 mots au plus] ; Titre en Anglais, Abstract, Keywords ; Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

2. Longueur de l'article

Quelle que soit la nature de l'article, sa longueur maximale, incluant aussi bien le texte principal que les résumés, les notes et la documentation, doit être comprise **entre 5000 et 8000 mots**.

3. Formats d'enregistrement et d'envoi

Tous les articles doivent nous parvenir obligatoirement en version numérique.

Texte numérique (Word)

3.1 Traitement de texte

La saisie de l'article doit être effectuée avec traitement de texte Word, obligatoirement en **police Times New Roman de taille 12, interligne (1,15)**.

La mise en forme (changement de corps, de caractères, normalisation des titres, etc.) est réalisée par l'équipe éditoriale de la revue. Les césures manuelles, le soulignement, le retrait d'alinéa ou de tabulation pour les paragraphes sont proscrits. Une ligne sera sautée pour différencier les paragraphes.

Pour la ponctuation, les normes sont les suivantes : un espace après (.) et (,) ; un espace avant et après (;), (:), (?), et (!). Les signes mathématiques (+, —, etc.) sont précédés et suivis d'un espace.

L'utilisation des guillemets français (« ») doit être privilégiée. Les guillemets anglais (" ") ne doivent apparaître qu'à l'intérieur de citations déjà entre guillemets.

Les chiffres incorporés dans le texte doivent être écrits en toutes lettres jusqu'au nombre cent. Au-delà, ils le seront sous forme de chiffres arabes (101, 102, 103...)

Les siècles doivent être indiqués en chiffres romains (I, II, III, IV, X, XX).

Les appels de note doivent se situer après la ponctuation.

3.2. Le texte imprimé

Le texte comporte une marge de 2,5 cm sur les quatre bords.

4. Pagination

Le document est paginé de la page de titre aux références bibliographiques, en pagination continue.

5. Références bibliographiques

S'assurer que toutes les références bibliographiques indiquées dans le texte, et seulement celles-ci, s'y trouvent. Elles doivent être présentées selon les normes suivantes :

5.1. Bibliographie

– Pour un ouvrage :

PICLIN Michel, 2017, *La notion de transcendance : son sens, son évolution*, Paris, Armand Colin.

– Pour un article de périodique :

IGUE Ogunsola, 2010, « Une nouvelle génération de leaders en Afrique : quels enjeux ? », *Revue internationale de politique de développement*, vol. 1, No. 2, p. 119-138.

– Pour un article dans un ouvrage :

ZARADER Marlène, 1981, « Être et Transcendance Chez Heidegger », dans Martin KAPPLER (dir.), *Métaphysique et Morale*, Paris, L'Harmattan, p. x-y.

– Pour une thèse :

OLEH Kam, 2008, « Logiques paysannes, logiques des développeurs et stratégies participatives dans les projets de développements ; l'exemple du projet Bad-Ouest en Côte d'Ivoire », Thèse unique de doctorat, Institut d'Ethnologie, Université Cocody, Côte D'Ivoire.

5.2. Sources

– Pour les sources écrites :

Nom de la structure conservant le document (Centre d'archives), fonds, carton ou dossier, titre du document, année (exemple : GGAEF — 4 (1) D39 : Rapport annuel d'ensemble de la colonie du Gabon, en 1939.

– Pour les sources orales :

Nom(s) et prénom(s) de l'informateur, numéro d'ordre, date et lieu de l'entretien, sa qualité et sa profession, son âge et/ou sa date de naissance.

6. Références et notes

6.1. Appel de référence

Dans le texte, l'appel à la référence bibliographique se fait suivant la méthode du premier élément et de la date, entre parenthèses. En d'autres termes, les références des ouvrages et des articles doivent être placées à l'intérieur du texte en indiquant, entre parenthèses, le nom de l'auteur précédé de l'abréviation de son prénom, l'année et/ou la (les) page(s) consulté(es), suivis de deux points. Exemple : (A. Koffi, 2012 : 54-55).

Si plusieurs références existent dans la même année pour un même auteur, faire suivre la date de a, b, etc., tant dans l'appel que dans la bibliographie : (A. Koffi, 2012a).

À partir de trois auteurs, faire suivre le premier auteur de et *al.* : (K. Arnaud et *al.* 2010). Quand il est fait appel à plusieurs références distinctes, on séparera les différentes références par un point-virgule (;) : (E. Kedar, 1978, 1989 ; E. Zadi, 1990).

6.2. Références aux sources

Les références aux sources (orales ou imprimées) doivent être indiquées en note de bas de page selon une numérotation continue.

6.3. Notes de bas de page

Les explications ou autres développements explicitant le texte doivent être placés en notes de bas de page correspondante (sous la forme : 1, 2, 3, etc.). Ces notes infra-paginales doivent être exceptionnelles et aussi brèves que possible.

6.4. Citations

Le texte peut comporter des citations. Celles-ci doivent être mises en évidence à partir de lignes ; retrait gauche (1 cm) et droite (1 cm) en interligne simple, en italique et entre guillemets.

– Les **citations courtes** (1, 2 ou 3 lignes) doivent être entre guillemets, en français à l'intérieur des paragraphes en police 12, interligne (1,5).

– **Les citations longues** (4 lignes et plus) doivent être sans guillemets et hors texte, avec un retrait de 2 cm à gauche et à droite et interligne simple (1), police -1.

– **Les Crochets** : Mettre entre crochets [] les lettres ou les mots ajoutés ou changés dans une citation, de même que les points de suspension indiquant la coupure d'un passage [...].

Remarque : La citation dans une langue autre que celle de l'article est accompagnée d'une traduction dans la langue de l'article. Cette traduction est mise en bas de page, suivie de la mention entre parenthèses : (Notre traduction).

NB: Les citations en anglais ne sont pas à traduire en bas de page, quelle que soit la langue de rédaction de la contribution.

Exemples de références de citation sont intégrées au texte :

- En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998 : 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile qui, dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991 : 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont fait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

« le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères ». (S. Diakité, 1985 : 105).

7. Les documents non textuels

7. 1 Illustrations

L'ensemble des illustrations, y compris les photographies, doit impérativement accompagner la première expédition de l'article. En plus de chaque original, l'auteur fournira une copie aux dimensions souhaitées pour la publication : pleine page, demi-page, sur une colonne, etc. Au dos seront portés le nom du ou des auteurs, le numéro de la figure, l'indication du haut de l'illustration. La justification maximale est de 120 mm de largeur sur 200 mm de hauteur pour une illustration pleine page. Les textes portés sur les illustrations seront en Garamond.

7.2 Dessins originaux

Ils seront soit tracés à l'encre de Chine, soit issus de traitement informatique imprimé dans de bonnes conditions. Dans ce dernier cas, on évitera les trames dessinées. Pour les objets lithiques, les croquis dits « schémas diacritiques » gagneront à être accompagnés des dessins traités en hachures valorisantes qui, eux, montrent la morphologie technique.

7.3 Documents photographiques

Les documents doivent être parfaitement nets, contrastés et être fournis sous forme de fichier numérique ; enregistrés pour « PC » (Photoshop ©/niveaux de gris 300 ppi ou bitmap 600 ppi/Tiff/taille de publication dans Illustrator © ou tout autre logiciel de dessin vectoriel/EPS/textes vectorisés).

7.4 Tableaux

La revue n'assure pas la composition des tableaux. Ils devront être remis sous forme de fichiers Acrobat © PDF (print/niveau de gris/taille de publication/300dpi) ou Illustrator © (EPS/niveau de gris/taille de publication/300dpi), respectant la justification et la mise en pages de la revue. Privilégier les fontes Garamond.

7.5 Échelles

Aussi souvent que possible, la représentation grandeur nature sera recherchée. Lorsque la réduction s'impose, l'auteur aura soin de prévoir une échelle de réduction constante pour une même catégorie de vestiges. Pour chaque carte ou plan, l'auteur donnera une échelle graphique, ainsi que la direction du Nord. Pour les objets dessinés ou photographiés, une échelle, si possible constante, accompagnera chaque pièce ou ensemble de pièces.

7.6 Titres des illustrations, photos et tableaux

Toutes les illustrations, toutes les photos et tous les tableaux doivent avoir des titres. Ces titres sont obligatoirement placés en dessous des illustrations, des photos ou des tableaux.

7.7 Légendes

L'auteur accordera un soin particulier à la qualité des légendes. Les illustrations, les photos, les tableaux et leurs légendes constituent souvent le premier contact du lecteur avec l'article. Les légendes doivent être placées en dessous des titres.

7.8 Appels des illustrations, photos et tableaux

Dans le texte, l'auteur doit obligatoirement indiquer l'appel aux illustrations, photos ou tableaux. Cet appel doit être en chiffres arabes : (fig. 1), (tabl. 2), (pl. 3 - fig. 4), etc.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Études germaniques

1. **KOUAME Kouakou Daniel, TRAORÉ Youssoufou** 9-28
Religion als Ressource kultureller Resilienz im Zeitalter der Globalisierung
2. **Tchima Rolland KONE, Tenin YEO** 29-43
Relevanz Der Kulturvermittlung Im Daf-Unterricht in der Côte d'Ivoire am Beispiel des Lehrwerks *ihr und wir Plus 3*
3. **Sibiri Micaël OUATTARA** 44-58
Beitrag des Staates zur Resozialisierung devianter Jugendlichen in der Côte d'Ivoire: Fall der Insassen des „Centre d'Observation des Mineurs“ in Bingerville

- 4. Massimlawè HAKAKAWA** 59-77
Erzählen als Widerstand: Literarische Strategien des Erinnerns und Erzählens in Fred Wanders Roman *Der siebente Brunnen*

Anglais

- 5. Marius Eder BROU, Konan Blaise KOUADIO** 78-93
Fictionalizing the Discursive Legitimation of Power in George Orwell's *Animal Farm*

Études hispaniques

- 6. Bonzallé Hervé SAKOUM, Gore Patrice TIPENIN** 94-111
Saverio el Cruel de Roberto Arlt: una vanguardia del existencialismo y de lo absurdo latinoamericano

Lettres Modernes

- 7. Kouakou Gildas KONAN, Nouho KONATÉ** 112-128
Les isotopies sémantiques du mensonge politique dans le jeu démocratique : cas de *L'Enfant qui disparaît est une lettre d'alphabet* de Josué Guébo et *Pages en feu* d'Emmanuel Toh Bi

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

- 8. Francis Pacôme KOUAKOU, Anado Jean Michel AHIZI** 129-144
Communication institutionnelle et rôle de la MUGEF-CI dans le développement social durable : vers une couverture santé équitable et pérenne des fonctionnaires et agents de l'État ivoirien

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Histoire

- 9. Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN, Logbou Kouso Marie Flora GOSSAN** 145-162
Sexualité, domination et colonisation : images et imaginaires raciaux et sexués dans les colonies africaines (début du XV^e siècle-milieu du XX^e siècle)
- 10. Kouadio Alexandre DJAMALA, A. Bérénice-Carel TANO, Kpassigué Gilbert KONE** 163-176
Les dispositifs idéologiques de la « mort » et le contrôle social des « vivants » en pays wan et mona

Philosophie

- 11. Jean-Baptiste KOFFI** 177-189
L'épistémologie canguilhemienne : penser la norme du vivant
- 12. Bazoumana SANOGO** 190-198
La raison d'état face aux droits du migrant international à partir d'Hannah Arendt

Anthropologie et sociologie

- 13. Fanta Dada PETEL** 199-211
Vendre du lait au péril de sa sécurité : les défis majeurs des productrices Mbororo face aux violences de genre

14. Tanyo Boniface KONE, N’Zué KONAN **212-225**
Inégalités socio-spatiales dans l’accès aux services de santé publics dans le district sanitaire de Bouaké nord-ouest : l’ancrage de la médecine traditionnelle dans l’accès aux soins

15. Ibrahima Alamako KEITA, Lanfia KABA, Aboubacar 1 SYLLA **226-245**
Feux de brousse et conséquences sur les écosystèmes de la commune rurale de de Gbérédou Baranama en Guinée

Sciences de l’éducation

16. Moussa Fadiala BOCOUM **246-260**
Dynamiques et enjeux de la gestion de la Faya et du mont mandingue, massifs forestiers classés au Mali

Beitrag des Staates zur Resozialisierung devianter Jugendlichen in der Côte d'Ivoire: Fall der Insassen des „Centre d'Observation des Mineurs“ in Bingerville

Contribution de l'État à la réinsertion sociale des jeunes en situation de déviance en Côte d'Ivoire : le cas des pensionnaires du Centre d'Observation des Mineurs de Bingerville

Sibiri Micaël OUATTARA

Doctorant

Département d'Études Germaniques

Université Alassane Ouattara, Bouaké

ouattarasibirimicael@gmail.com

Zusammenfassung

In diesem Artikel wird der Beitrag des Staates zur Resozialisierung devianter Jugendlichen in der Côte d'Ivoire analysiert, anhand des Beispielfalls der Insassen des *Centre d'Observation des Mineurs* in Bingerville. Im Mittelpunkt der Untersuchung stand folgende Fragestellung: welche Maßnahmen ergreift der Staat, um die Resozialisierung devianter Jugendlichen in der Côte d'Ivoire zu begünstigen? Die Arbeit ging von der Hypothese aus, dass die Maßnahmen des Staates mehrdimensional und ganzheitlich sind und mehrere Aspekte der Wiedereingliederung von Jugendlichen in die Gesellschaft berücksichtigen. Bei der Behandlung des Themas wurden zwei Analysemethoden angewandt: die qualitative Forschungsmethode und die Dialektik. Aus Grundlage der vorliegenden Untersuchung lässt sich festhalten, dass der Staat durch hilfreiche Programme im Hafthaus aktiv zur Resozialisierung abweichender Jugendlichen beiträgt: schulische Bildung, berufliche Ausbildung, moralische Unterstützung und soziale Orientierung. Dennoch werden manchmal Rückfälle bemerkt, die nämlich mit einigen Hindernisfaktoren außerhalb der Institution verbunden sind.

Schlüsselwörter: Jugendliche – Devianz – Resozialisierung – Staat – Maßnahmen – Gesellschaft

Abstract

In this article, the contribution of the State to the resocialization of deviant juveniles in Côte d'Ivoire is analyzed through the case study of the inmates of the *Centre d'Observation des Mineurs* in Bingerville. The study focused on the following research question: what measures does the State implement to promote the resocialization of deviant juveniles in Côte d'Ivoire? The work was based on the hypothesis that the State's measures are multidimensional, comprehensive, and take into account several aspects of the reintegration of juveniles into society. In addressing the subject, two methods of analysis were applied: the qualitative research method and dialectics. On the basis of the present study, it can be established that the State actively contributes to the resocialization of deviant juveniles through supportive programs within detention centers: school education, vocational training, moral support and social guidance. Nevertheless, cases of recidivism are sometimes observed, mainly due to obstacles encountered outside the institution.

Keywords: juveniles – deviance – resocialization – State – measures – society

Résumé

Dans cet article, la contribution de l'État à la resocialisation des jeunes déviants en Côte d'Ivoire est analysée à partir de l'étude de cas des pensionnaires du *Centre d'Observation des Mineurs* de Bingerville. L'étude s'est centrée sur la problématique suivante : quelles mesures l'État met-il en œuvre afin de favoriser la resocialisation des jeunes déviants en Côte d'Ivoire ? Ce travail repose sur l'hypothèse selon laquelle les mesures de l'État sont multidimensionnelles, holistiques et prennent en compte plusieurs aspects de la

réinsertion des jeunes dans la société. Pour traiter ce sujet, deux méthodes d'analyse ont été utilisées : la méthode de recherche qualitative et la dialectique. À l'issue de l'étude, il ressort que l'État contribue activement à la resocialisation des jeunes déviants grâce à des programmes d'accompagnement au sein des centres de détention : éducation scolaire, formation professionnelle, soutien moral et orientation sociale. Cependant, des cas de récidive sont parfois observés, principalement en raison des obstacles rencontrés en dehors de l'institution.

Mots-clés : jeunes – déviance – resocialisation – l'État – mesure – société

Einleitung

Jede Gesellschaft bzw. jeder Staat ist durch Gesetze und Normen geregelt. Diese müssen von jedem Bürger beachtet werden, um das Zusammenleben und die soziale Stabilität zu gewährleisten. Dies ermöglicht einerseits die soziale Integration und die Entfaltung jeder Person und andererseits den gemeinsamen Wohlstand. Leider funktionieren die menschlichen Kontakte nicht immer, wie gewünscht, trotz aller gesetzlichen Maßnahmen. In der Côte d'Ivoire gehören Kriminalitätsdelikte zum Alltag der Menschen. Kriminalität bedeutet einen Verstoß gegen gesetzliche Bestimmungen und hat zugleich mehrere mögliche unerwünschte Auswirkungen auf die Betroffenen, unter anderem: Verhaftung sozialen Ausschluss, Geldstrafe, körperliche Bestrafung sogar Tod. Aufgrund der steigenden Kriminalität werden immer mehr Haftanstalten gebaut. In der Côte d'Ivoire gibt es beispielsweise heute insgesamt 38 davon. Trotzdem sind sie alle immer mehr überbevölkert (Vgl. FIACAT und al. : 2024 : 11) Unter den 38 Haftanstalten gibt es einige, die speziell für minderjährige Täter vorgesehen sind. Die Situation des Soziallebens von Kindern und Jugendlichen in der Côte d'Ivoire wird immer beunruhigender: sie sind nicht nur Opfer der Kriminalität, sondern manchmal auch Täter oder sogar Komplizen bzw. Kommanditisten, wie im Fall der Jugendbandenkriminalität. Die Verantwortung für die Sozialisation und soziale Devianz von Jugendlichen liegt nicht allein bei einer Instanz. Sie ist vielmehr unter Familie (einschließlich der Jugendlichen selbst), Gesellschaft und Staat aufgeteilt, da jede dieser Instanzen einen notwendigen Beitrag zum Erziehungs- und Sozialisationsprozess des Individuums leistet. Der Staat hat die höchste Gewalt und kann seinen eigenen Beitrag bestimmen sowie den der anderen Akteure signifikant beeinflussen. Wenn der Sozialisationsprozess scheitert, kommt es zur sozialen Devianz. In diesem Fall sind die oben erwähnten Instanzen fortan für einen Resozialisierungsprozess verantwortlich. Im Kontext der Resozialisierung einer vorherig inhaftierten Person beginnt der Prozess mit staatlichen Maßnahmen. In dieser Studie liegt der Fokus auf dem Beitrag des Staates zur Resozialisierung der abweichenden Jugendlichen in der Côte d'Ivoire. Zu diesem Zweck wird der Beispielfall von Insassen des *Centre d'Observation des Mineurs* in Bingerville untersucht. Im vorliegenden Artikel wird die folgende Problematik behandelt werden: welche Maßnahmen ergreift der Staat, um die Resozialisierung devianter Jugendlichen in der Côte d'Ivoire zu begünstigen?

Vor der eingehenden Untersuchung der Forschungsfrage wird eine Hypothese formuliert: Die staatlichen Maßnahmen sind vielschichtig, ganzheitlich gedacht und nehmen verschiedene Aspekte der gesellschaftlichen Wiedereingliederung von devianten Jugendlichen in den Blick. Diese Maßnahmen beziehen sich besonders auf die wirklichen Bedürfnisse von betroffenen Jugendlichen: moralische Unterstützung, die schulische und berufliche Ausbildung sowie die familiäre und gesellschaftliche Reintegration.

Solange sie nicht überprüft ist, bleibt die vorhergehende Hypothese eine bloße Abstraktion bzw. eine Spekulation. Um die Forschungsfrage zu beantworten, ist ein methodisches Verfahren

erforderlich, das auch die Überprüfung der Hypothese ermöglicht. Aus diesem Grund kommen in der vorliegenden Arbeit zwei Analysemethoden zum Einsatz: die qualitative Forschungsmethode und die Dialektik. Was ist unter jeder dieser Methoden zu verstehen und wozu dienen sie in dieser Arbeit?

Die qualitative Methode wird vor allem in den Sozialwissenschaften, beispielsweise in der Soziologie, Anthropologie sowie Soziolinguistik, usw. angewandt. Mit ihrer Hilfe wird ein Phänomen in Wörter beschrieben (Vgl. O. D. L. Da Silva und Á. S. T. De Sousa : 2016 : 171 -181). Das Hauptziel dieses Ansatzes ist die Erklärung sozialer Phänomene. Die qualitative Methode ist auch deskriptiv (Vgl. P. N'da, 2015 : 22). Einerseits ist die Devianz Jugendlicher in der Côte d'Ivoire eine soziale Realität, die durch die vorliegende Arbeit erläutert wird, andererseits werden die staatlichen Maßnahmen zur Resozialisierung der abweichenden Jugendlichen beschrieben werden. Diese Aspekte unserer Studie rechtfertigen die Anwendung der qualitativen Forschungsmethode. Die qualitative Methode wird mehrmals anhand einer Umfrage angewandt. Bei einer Umfrage wird eine Stichprobe einer Bevölkerung oder eines Personenkreises zu einem bestimmten Thema befragt, um die repräsentative Meinung oder die Meinungsverschiedenheiten dieser Bevölkerung zu diesem Thema zu erfassen. Dafür wird in der Regel meist ein Fragenbogen erstellt, der mehrere Aspekte der Forschung berücksichtigt. Laut Changes AWARD (2024 : 1) lautet die Kernfrage bei der Erstellung des Fragebogens einer Umfrage wie folgt: *„Welche Informationen brauche ich von wem und wie komme ich an diese Informationen?“*. Im Rahmen unserer Forschung ist diese Methode nützlich, da wir dadurch die Möglichkeit haben, eine staatliche Institution (sowie deren Pensionäre) anzunähern, die zur sozialen Reintegration devianter Jugendlichen beiträgt, näher kennenzulernen, um die für die Resozialisierung dieser Jugendlichen relevanten Handlungen besser zu erfassen.

Die Dialektik ist eine Analysemethode, die sich auf die Ambivalenz bzw. die Widersprüchlichkeit bezieht. Mit dieser Methode geht es darum, zuerst eine These zu argumentieren, dann ihre Grenzen zu zeigen (Vgl. P. N'da, 2015 : 110). Im Rahmen der Analyse werden einerseits der positive und erfolgreiche Beitrag des Staates zur Resozialisierung devianter Jugendlichen hervorheben, und andererseits die Grenzen dieses Beitrags aufgezeigt und diskutiert.

Der vorliegende wissenschaftliche Artikel gliedert sich in vier Teile. Zunächst erfolgt der theoretische und konzeptionelle Rahmen der Untersuchung. Anschließend wird der institutionelle und methodische Rahmen der Erhebung dargestellt. Im dritten Teil werden die Ergebnisse der durchgeführten Erhebung präsentiert und analysiert. Abschließend wird das vierte Fragment der Studie der Diskussion gewidmet, bei der die Grenzen des staatlichen Beitrags aufgezeigt werden und Perspektive zu einer reüssierten Resozialisierung vorgeschlagen werden.

1. Theoretischer und konzeptioneller Rahmen der Untersuchung

In dieser ersten Sequenz werden zuerst die Kernbegriffe des Themas erläutert, dann wird einen Blick auf das Phänomen der sozialen Devianz in der Côte d'Ivoire geworfen, um deren wesentlichen Erscheinungsformen und Merkmale herauszuarbeiten.

1.1 Bestimmung von Kernbegriffen

Für eine gute Verständigung und eine bessere Behandlung des Gegenstands vorliegender Studie sind eine Bestimmung und eine theoretische Überlegung zu den Kernbegriffen notwendig: Staat, Resozialisierung und devianten Jugendlichen.

Staat

Der Begriff ‚*Staat*‘ ist vielschichtig und wird in den verschiedenen wissenschaftlichen Disziplinen unterschiedlich verstanden. So kann der Staat als ein abgegrenztes Territorium, oder als Träger einer institutionalisierten Gewalt, oder noch als eine Gemeinschaft von Menschen innerhalb eines bestimmten Landes verstanden werden (Vgl. B. Vonglis: 2000 : 27-57). Laut Jean-Denis Mouton, Fachmann des öffentlichen Rechts, umfasst die Bestimmung des Begriffs zugleich die drei vorhergehenden Sinne: «une collectivité qui se compose d’un territoire et d’une population soumise à un pouvoir politique organisé »¹ (1994 : 80). Aus dieser Definition ergeben sich zugleich die Konzepte des abgegrenzten Territoriums, der Gemeinschaft von Menschen und der institutionalisierten Gewalt.

Das in der vorliegenden Studie zugrunde gelegte Verständnis des Begriffs ‚Staat‘ unterscheidet sich ein bisschen von dem Jean-Denis Mouton, beinhaltet aber ebenso die drei oben genannten Sinne. Wir bezeichnen damit die politische Wesenheit eines Landes, die eine institutionalisierte Gewalt trägt, mit der sie das betroffene Land (Territorium) und sein Volk (Gemeinschaft) verwaltet, angesichts der Entwicklung des Landes und des Wohlstandes seines Volkes. Meistens wird der Staat von einer Belegschaft vertreten, die als ‚*Regierung*‘ bezeichnet wird. Als politische Wesenheit spielt der Staat auch eine wesentliche Rolle bei der Sozialisation und Resozialisierung jedes Bürgers, da er sich mit der politischen Leitung aller Bereiche des Landes beschäftigt. Er ist der oberste Leiter aller Lebensbereiche der Bevölkerung (Erziehungs- und Bildungsbereich, Bereich der beruflichen und sozialen Integration, usw.). Kraft seiner souveränen Gewalt kann der Staat auch die Handlungen der anderen Akteure der Sozialisation bestimmen oder beeinflussen. Zu Recht schrieb der französische Politologe Gérard Bergeron „*L’État est le plus gigantesque dispositif de contrôle social que l’homme n’ait jamais inventé*“ (1993 : 29).

Resozialisierung

Im Begriff ‚Resozialisierung‘ ist das Kernwort ‚Sozialisierung‘. Das Präfix ‚Re‘ am Anfang des Begriffs macht verständlich, dass es um einen Neuanfang bzw. einen Neuversuch geht. Was die Sozialisierung (auch Sozialisation genannt) angeht, bezeichnet sie „lebenslange Lebens-, Entwicklungs-, Lernprozesse von Menschen in sozialen Systemen“ (M. Rieländer: 2000 : 4). Sie bezweckt die harmonische Eingliederung des Individuums in die Gesellschaft und seine Entfaltung übereinstimmend mit den geltenden sozialen Normen. Wie von Maximilian Rieländer hindeutet, ist die Sozialisation ein Prozess. Es wird aber durch die Sozialisation nicht nur der Prozess bezeichnet, sondern auch das Ergebnis dieses Prozesses (Brockhaus Enzyklopädie: 1973). Die Sozialisation eines Menschen ist unvermeidlich durch mehrere Faktoren beeinflusst, die entweder das Gelingen oder das Scheitern des Prozesses ermöglichen. Wenn der Prozess negativ beeinflusst ist, führt das zur sozialen Devianz bzw. zu abweichenden Verhaltensweisen beim Betroffenen. In diesem Fall braucht man einen neuen Prozess für seine Wiedereingliederung in die Gesellschaft. In diesem Kontext spricht man von Resozialisierung.

„Versucht man eine allgemein akzeptierte Definition der Resozialisierung zu finden, so stößt man schnell auf Probleme“ (H. Cornel und al.: 2023 : 22). Mehrere Bestimmungen sind diesem Begriff verbunden, je nach der Auffassung des Denkers darüber. Mit einer kriminologischen

¹ Eine Gemeinschaft, die aus einem Territorium und einer Bevölkerung besteht, die einer organisierten politischen Gewalt unterworfen ist. [unsere Übersetzung]

Auffassung definiert der deutsche Kriminologe Heinz Cornel die Resozialisierung wie folgt: „Resozialisierung bezeichnet die Wiedereingliederung einer straffällig gewordenen Person in die Gesellschaft“ (2021 : 11). Diese Definition ist dem Gedanken des Rehabilitierungsprozesses einer ehemals inhaftierten Person im gesellschaftlichen System verbunden. Eine weitere Bestimmung des Begriffs bei Maelicke Bernd deutet hin, dass die Resozialisierung Teil des lebenslang anhaltenden Sozialisationsprozesses ist: „Resozialisierung wird verstanden als Teil des lebenslangen Sozialisationsprozesses, wobei die Vorsilbe ‚Re-‘ ausdrücken soll, dass ein Teil der Sozialisation außerhalb der gesellschaftlich vorgegebenen Normen und Wertvorstellungen stattgefunden hat, so dass eine ‚Wieder-‘ Eingliederung notwendig ist“ (2002 : 785). Diese Definition hat mit der von Heinz Cornel nicht nur eine Gemeinsamkeit, sondern auch einen Unterschied. Als Gemeinsamkeit heben beide Definitionen die Notwendigkeit einer Wiedereingliederung der betroffenen Person in die Gesellschaft hervor; das deutet auch hin, dass die Person bisher nicht in Einklang mit den gesellschaftlichen Normen gelebt hat. Als Unterschied stellt Maelicke Bernd die Resozialisierung so wie ein Teil der anhaltenden Sozialisierung dar, da wo Heinz Cornel sie als einen ganzen Neubeginn sieht.

Weitere Verständigungen der Resozialisierung sind bei anderen Denkern möglich. Sie wird dennoch hier als ein Prozess verstanden, durch den eine straffällig gewordene Person wieder in die Gesellschaft integriert wird, mit dem Ziel, ihr ein künftig straffreies Leben zu ermöglichen. Um diesen Prozess erfolgreich durchzuführen, gibt es mehrere Vorbedingungen, die mehrere Akteure einbeziehen: individuelle bzw. personenbezogene Vorbedingungen, die sich zur persönlichen Motivation zur Veränderung, Bearbeitung von eigenen Defiziten und Stärkung von Sozialkompetenzen beziehen; strukturelle und berufliche Vorbedingungen, die Vorbereitung auf Entlassung, Außerkontakte, berufliche Ausbildung oder Bildung umfassen; und gesellschaftliche bzw. externe Bedingungen, die Stigmatisierung abbauen und die Integration in den Arbeitsmarkt sowie soziale Sicherung begünstigen sollen. Selbstverständlich sind dabei personenbezogene Vorbedingungen, zum Beispiel persönliche Motivation zur Veränderung am wichtigsten, andere Faktoren bleiben jedoch nicht belanglos.

Deviante Jugendliche

Dieser Begriff besteht aus zwei Wörtern, die beide wesentlich für das Verständnis des Themas sind. Doch was ist aber unter jedem Wort zu verstehen? Das erste Wort ‚deviant‘ ist ein Adjektiv, sinnverwandt mit Wörtern wie ‚abweichend‘, ‚Devianz‘, ‚Abweichung‘ und ‚abweichendes Verhalten‘ und bezieht sich auf eine Person oder eine Verhaltensweise, die die geltenden Normen und Standards einer Gemeinschaft abweichen. Darüber schreibt der deutsche Soziologe Bernhard Schäfers Folgendes:

Unter abweichendem Verhalten sind alle diejenigen Verhaltensweisen, Handlungen und Einstellungen zu verstehen, die nicht übereinstimmen mit den als konform angesehenen Erwartungen anderer Personen, Gruppen, Institutionen und schließlich der Gesellschaft. Statt von abweichendem spricht man auch von deviantem Verhalten (von lat. Devianz, Abweichung). (1998 : 189)

Der Begriff ‚Devianz‘, auch Abweichung oder abweichendes Verhalten genannt, umfasst alle Handlungen und Verhaltensweisen, die gegen die Regeln, Normen oder Werte einer menschlichen Gruppe, einer Institution oder einer Gesellschaft verstoßen. Wie Bildung, Erziehung, technologischer Fortschritt oder wirtschaftliches Wachstum gehört auch soziale Devianz den Realitäten jeder menschlichen Gesellschaft. „Was in einer Gesellschaft als deviant gilt, kann in einer

anderen als normal empfunden werden. Ebenso ist Devianz zeitlich wandelbar“². Laurent Mucchieli nennt drei Elemente, die eine Situation der Devianz interpunktieren: « Pour qu’il y ait une situation de déviance, trois éléments doivent être réunis: l’existence d’une norme; le comportement de transgression de cette norme et le processus de stigmatisation de cette transgression »³ (1999 : 20-25). Das erste Element (die Norm) stellt die Vorbedingung vor der eigentlichen Tatsache der Devianz dar, das zweite (das Übertretungsverhalten) ist die Tatsache selbst und das dritte (der Prozess der Stigmatisierung) die Folge. ‚Deviant‘ bezeichnet somit strafbare Personen, Handlungen oder Verhaltensweisen.

Der Begriff ‚Jugendliche‘ kann je nach Gesellschaft, Institution oder Organisation unterschiedlich definiert werden. Auch die Altersgrenzen des Jugendalters variieren dabei. Im Allgemeinen unterscheidet man drei Altersgruppen: Kinder, Jugendliche und Erwachsene. Folglich ist ein Jugendlicher eine Person, die „kein Kinder mehr, aber noch kein Erwachsener ist“ (*Langenscheidt Großwörterbuch*, 2015 : 609). In dieser Studie werden unter dem Begriff ‚deviante Jugendliche‘ junge Menschen im Alter von 12 bis 18 Jahren verstanden, die durch ihre Handlungen und Verhaltensweisen die geltenden gesellschaftlichen Gesetze, Normen und Werte verstoßen. Die vorhergehend angewandte Altersgrenze berücksichtigt die Aufnahmebedingungen von Insassen an dem im Rahmen dieser Studie ausgewählten Forschungsort.

Bevor Daten insbesondere über den Erhebungsort und seine Pensionären dargestellt werden, erscheint es relevant, einen kurzen Blick auf die Problematik der sozialen Devianz in der Côte d’Ivoire darzulegen.

1.2 Problematik der sozialen Devianz in der Côte d’Ivoire

In der Côte d’Ivoire gibt es zahlreiche Devianzformen, an denen alle teilnehmen: Erwachsene, Jugendliche, Kinder, Männer sowie Frauen. Besonders beunruhigend ist jedoch der hohe Anteil junger Leute. Bei ihnen gibt es immer mehr abweichende Verhaltensweisen und in unterschiedlichen Formen.

Für mehrere Jugendliche in der Côte d’Ivoire gehören abweichende Verhaltensweisen zum Alltagsleben. Außer persönlichen Beobachtungen und Erfahrungen bestätigen zahlreiche empirische Forschungen diese Realität. Gewalttaten und Diebstahl in unterschiedlichen Formen stehen dabei an erster Stelle. In Bezug auf Jugendgewaltformen gibt es sowohl Archaismen als auch Neologismen: *nambro*⁴, *Microbes*⁵, *Besseton*⁶, usw. Jugenddelinquenz ist in der Côte d’Ivoire weit verbreitet, besonders in hoch urbanisierten Lebensräumen wie Abidjan, Bouaké, Korhogo.

² „Devianz Kurzdefinition“, 2026, <https://soztheo.de/glossar/devianz/>, (06.05.2026).

³ Damit eine Situation der Devianz vorliegt, müssen drei Elemente zusammenkommen: die Existenz einer Norm, das Übertretungsverhalten dieser Norm sowie der Prozess der Stigmatisierung dieser Übertretung. (unsere Übersetzung).

⁴ Der Ausdruck ‚Gnambro‘ stammt aus der Malinké-Sprache und bedeutet wörtlich ‚mein Arm‘. Er erschien seit den 1990er Jahren im öffentlichen Verkehrssektor der Côte d’Ivoire und wird verwendet, um eine bestimmte Gruppe Jugendlicher und junger Männer zu beschreiben. Diese treten illegal als Vermittler zwischen Fahrgästen und Fahrzeugführern auf. Ihr Verhalten ist besonders durch Gewalt und einschüchternde Methoden gekennzeichnet.

⁵ In der Côte d’Ivoire wird der Begriff ‚Microbes‘ nicht ausschließlich für gesundheitsschädliche Bakterien benutzt. Im alltäglichen Sprachgebrauch bezeichnet man damit aggressive Jugendliche, die bewusst gegen staatliche Gesetze und gesellschaftlichen Normen verstoßen. Ihr Alltag ist häufig von Gewalttaten in allen Formen (Vergewaltigung, Diebstählen mit Massenangriffen, Morden, usw.) geprägt. Diese Jugendgewaltform entstand in der Nachkriegszeit 2011 in der Côte d’Ivoire und besteht noch heute in Großstädten, nämlich in Abidjan und Bouaké.

⁶ In Korhogo entstand in den 2020er Jahren mit der Benennung ‚Besseton‘ eine neue Form der Jugendgewalt. Dieser Begriff aus dem Malinké-Dialekt bedeutet ‚Assoziation von Macheten‘ und beschreibt bewaffnete Jugendliche. Ähnlich wie die ‚Microbes‘ begehen sie Diebstahl, Massenangriffe und Morde.

Jugendgewaltkonzepte lassen andere Delikte wie illegaler Drogenhandel und -konsum sowie Alkoholismus blühen, wobei Minderjährige auch aktive Akteure sind. Diese Devianzformen begünstigen auch Zuhälterei und illegale Prostitution. Die Gewalt, der Umgang mit Rauschmitteln sowie Abweichungsformen mit sexuellen Charakterzügen haben sich so verbreitet, dass sie den schulischen Raum angesteckt haben. Diebstahl mit seinen unterschiedlichen Formen ist die verbreitetste abweichende Handlungsweise und wird von den meisten devianten Jugendlichen betrieben. Mit dem technologischen Fortschritt gewinnt seit Anfang der 2000er Jahre eine neologistische Devianzform, die Cyberkriminalität, bei der ivoirischen Jugend an Bedeutung. Das ist auch ein komplexes Deliktkonzept, das mehrere beinhaltet, zum Beispiel Cybermobbing, Manipulation personenbezogener Daten ohne Genehmigung des Eigentümers, widerrechtliches Eindringen in informatischen Systemen, Gelderpressung durch Telekommunikationsmittel, usw. Dieses Delikt zählt seit Jahren zu den am häufigsten begangenen Straftaten von Jugendlichen, besonders unter denjenigen, die einen regelmäßigen Umgang mit digitalen Kommunikationsmitteln haben. (S. M. Ouattara, 2025).

Nach einer knappen Darstellung der häufigsten devianten Verhaltensweisen bei Jugendlichen mit ihren jeweiligen Merkmalen kann man sich befragen, wie die Gesellschaft und der Staat darauf reagieren.

Auf ein abweichendes Verhalten sind Reaktionen der Menschen unterschiedlich. Manche bleiben davor inaktiv, andere aber schlagen zurück entweder durch geeignete Wege wie Selbstverteidigung, Denunzierung bei Ordnungskräften oder bei einer Jurisdiktion oder ungeeignete Wege wie Rache, Lynchjustiz gleichbedeutend mit Selbstjustiz. Mit der Expansion abweichender Handlungsweisen gewinnt die Selbstjustiz bei den Menschen an Bedeutung. Eine unvermeidbare Reaktion des Publikums auf abweichende Verhaltensweisen ist die Stigmatisierung der abweichenden Person. Das ist zum Beispiel der Fall für die Kinder, die umgangssprachlich ‚Microbes‘ auch ‚enfants en conflit avec la loi‘⁷ genannt werden. Deswegen wird das echte Sozialleben durch das Gangleben bei den meisten devianten Jugendlichen ersetzt (O. M. Koffi-Djah, 2017).

Aus oben erwähnten Erläuterungen versteht man, dass deviante Verhaltensweisen dem Gesetz gegenübergestellt sind. Sobald eine Handlungsweise gesetzlich verstoßend ist, wird deren Täter als Gegner bzw. Feind der gesellschaftlichen und staatlichen Ordnung angesehen. So wird dieser Täter von den legalen Repressionsapparaten des Staates gesucht, verhaftet, verurteilt und bestraft, wenn die Schuld erwiesen ist. Der erste Zweck dieser gesetzlichen Bestrafung besteht nicht darin, der abweichenden Person gegenüber feindselig zu sein, sondern die Menschheit in der Gesellschaft vor sozialen Gefahren zu schützen und den Sozialordnung zu erhalten. Deswegen unternimmt der Staat Maßnahmen, um die Wiedereingliederung von verhafteten Menschen nach Verbüßung ihrer Strafe zu ermöglichen. Diese Maßnahmen können sich von einem Hafthaus zu einem anderen unterscheiden. Im vorliegenden Artikel wird allerdings den Beispielsfall eines Hafthauses mit dessen Pensionären erforscht. Hierunter werden die Vor-Ort-Forschungen dargelegt, die diese Studie obliegen.

⁷ Kinder in Konflikt mit dem Gesetz. (unsere Übersetzung)

2. Institutioneller und methodischer Rahmen der Erhebung

Die vorliegende Studie erfordert sowohl eine theoretische Grundlage als auch einen empirischen Ansatz. In Folgenden werden die institutionellen und methodischen Grundlagen, insbesondere der Forschungsort, die Forschungsbevölkerung sowie die Erhebungsinstrumente dargelegt.

2.1 Einblick aus dem Forschungsort

Bei den meisten Haftanhalten über die ganze Landfläche gibt es einen Abteil, der besonders Minderjährigen gewidmet ist. Außerdem gibt es besonders in Abidjan, Bouaké und Bingerville eine besondere Form von Halbhäusern, bei denen es nur Minderjährige gibt, die aber meist nicht so schwere Delikte begangen haben. Diese werden mit der Benennung ‚*Centre d’Observation des Mineurs*‘ bezeichnet.

Die empirischen Angaben der vorliegenden Studie wurden am *Centre d’Observation des Mineurs* in Bingerville⁸ erhoben. Nach Abschluss der erforderlichen Verwaltungsverfahren wurde uns die Genehmigung erteilt, Forschungen an diesem Ort durchzuführen. Offiziell am 13. Dezember 2023 geöffnet ist es eine öffentliche Einrichtung, die als Hafthaus für minderjährige Straftäter dient. Obwohl diese Einrichtung vom großen Publikum als ein Bestrafungshaus angesehen wird, funktioniert sie ganz anders. Dort werden minderjährige Straftäter, die aufgrund einer vorläufigen Schutzanordnung des Jugendrichters untergebracht werden, aufgenommen, beherbergt, angemessen versorgt, betreut und gelehrt.

2.2 Interviewte Bevölkerungsgruppe

Selbstverständlich umfasst die Bevölkerungsgruppe sowohl die Leitung als auch die Insassen der oben genannten Einrichtung. Es wurde ursprünglich vorgesehen, diese Untersuchung mit 20 Insassen durchzuführen, aber im Zeitraum unserer Forschungen sind im *Centre d’Observation des Mineurs* von Bingerville insgesamt 10 Pensionäre untergebracht. Nach Schätzungen dieser Einrichtung werden jährlich dort mehr als zwei hundert Pensionäre empfangen. Dort verbringen die jugendlichen Insassen normalerweise drei Monate, die ausnahmsweise um eine zusätzliche Dauer, eins bis drei Monate, verlängern kann, nämlich wenn der Rehabilitations- und Resozialisierungsprozess der betroffenen Pensionäre langsam voranschreitet.

2.3 Forschungsinstrumente

Zwei Fragebögen stellten die Forschungsinstrumente dar. Das Gespräch mit der Leitung wurde mit der stellvertretenden Direktorin der Einrichtung mithilfe eines semi-direktiven Fragenbogens durchgeführt. Danach fanden Gespräche mit allen damals anwesenden Insassen in der Form von Einzelgespräch anhand eines offenen Fragenbogens statt.

3 Darstellung und Analyse der Forschungsergebnisse

3.1 Forschungsergebnisse

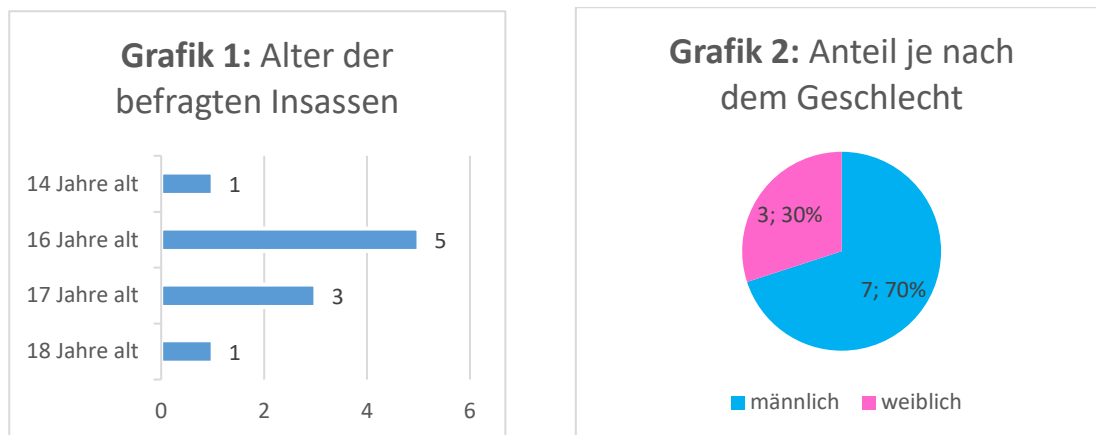
Hierunten werden die Ergebnisse der Interviews mit den zehn (10) Insassen und der stellvertretenden Direktorin dargestellt. Die Ergebnisse werden in vier Punkten und unterschiedlichen Grafiken dargelegt. Die vier Punkte umfassen: erstens die soziodemografischen Merkmale der Befragten, zweitens den Grund der Verhaftung, drittens die Prävalenz des gewalttätigen Verhaltens

⁸ Eine Stadt im Südteil der Côte d’Ivoire, etwa 20 Kilometer von Abidjan entfernt.

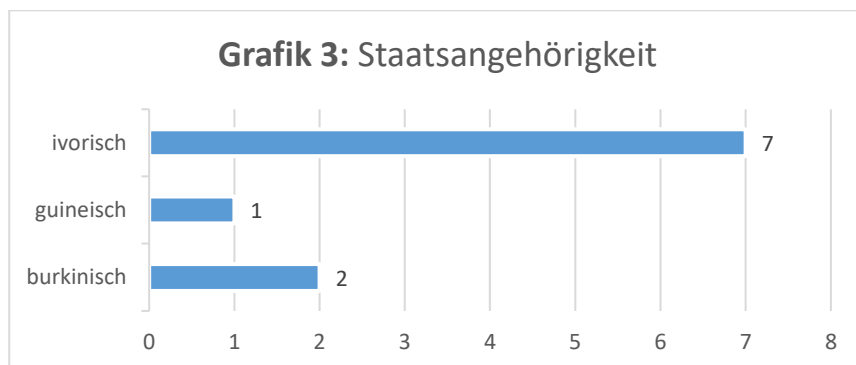
Beitrag des Staates zur Resozialisierung devianter Jugendlichen in der Côte d'Ivoire: Fall der Insassen des „Centre d'Observation des Mineurs“ in Bingerville

vor der Verhaftung und viertens der Alltag innerhalb der Institution. Der vierte Punkt enthält Informationen aus Gesprächen sowohl mit den Insassen als auch mit der Leitung der Institution. Manche Punkte enthalten mehrere Unterpunkte folglich auch mehrere Grafiken.

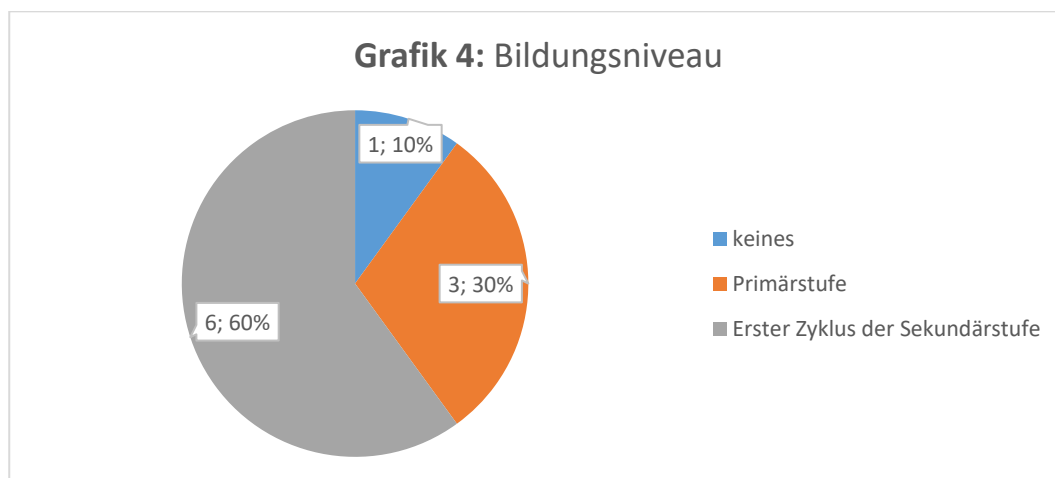
Punkt 1: soziodemografische Merkmale der Befragten



Die Insassen waren im Alter von 14 bis 18 Jahren. Nur einer von ihnen war volljährig. Die meisten (70%) waren männlich.



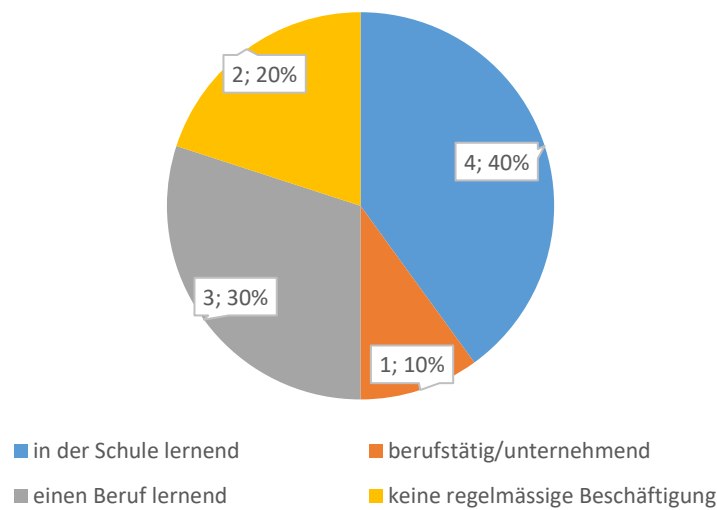
70% der Insassen besaßen die ivoirische Staatsangehörigkeit und 30% waren Ausländer, die aber seit Jahren oder seit der Geburt mit ihrer Familie in der Côte d'Ivoire leben.



Einer der Pensionäre hatte niemals eine Schule besucht, drei hatten nur die Grundschule besucht und hatten gar kein Bildungszeugnis. Die sechs anderen hatten den ersten Zyklus der Sekundärstufe

besucht. Das höchste Bildungsniveau war die 4e-Klasse (gleichbedeutend mit der dritten Klasse der Sekundärstufe).

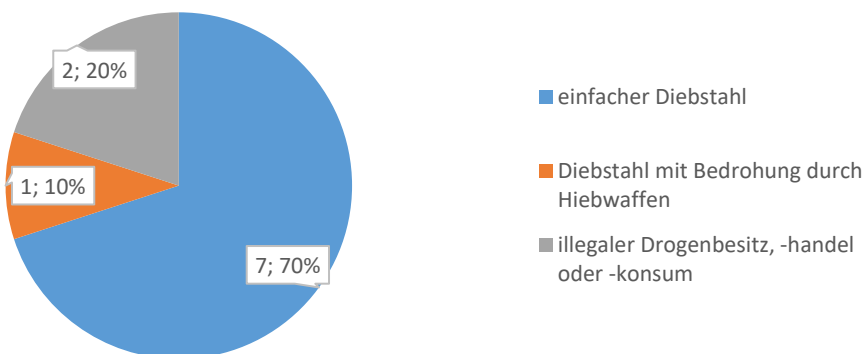
Grafik 5: tägliche Beschäftigung vor der Verhaftung



Sieben Insassen gaben zu, dass sie vor ihrer Verhaftung entweder eine Schule besuchten oder einen Beruf lernten. Außer diesem Anteil sagte einer, dass er Handler von Lebensmitteln war. Zwei von ihnen behaupteten, dass sie keine besondere Beschäftigung hatten.

Punkt 2: Grund der Verhaftung

Grafik 6: Grund der Verhaftung



Obwohl sie wegen nur einer Straftat verhaftet wurden, gestanden manche befragte Jugendliche während des Gesprächs, dass sie auch gewöhnlich weitere abweichende Handlungsweisen (Prügelei, Alkoholsucht, usw.) begangen. Die Hälfte (fünf) hatte vor der Verhaftung einen regelmäßigen Umgang mit Cannabis und Tramadol. Neun Befragte über zehn (daher 90%) sagten, dass sie regelmäßig oder oft entweder im Familienheim oder außerhalb stahlen. Dies beweist, dass bei jugendlichen Devianten gehören häufig mehrere abweichenden Verhaltensweisen zusammen.

Punkt 3: Prävalenz des gewalttätigen Verhaltens



Nur ein Jugendlicher unter den zehn interviewten äußerte, dass er vor der Verhaftung gewaltfrei lebte. Andere anerkannten, dass Gewalttaten ihrem Alltag gehörten.

Punkt 4: Alltag der Insassen innerhalb des *Centre d'Observation des Mineurs* von Bingerville

Alle Befragten gaben an, dass sie von allen Personalen innerhalb der Aufnahmeeinrichtung gut behandelt würden. Dort erleidet kein Insasse körperliche oder geistige Strafe, auch gibt es keine Beleidigungen oder Bedrohungen. Sie genießen eher bessere Lebensbedingungen mit regelmäßiger und ausgewogener Ernährung, tägliche Ratschläge vom Betreuungspersonal, tägliche Lehren in unterschiedlichen Schulfächern je nach ihrem Bildungsniveau. Jugendlichen, die nie zur Schule gegangen sind oder abgebrochen haben, werden Alphabetisierungskurse angeboten. Vermittelt werden auch besondere Kurse zum Bürgersinn und zur Moral, Bildung im Bereich mehrerer handwerklicher Tätigkeiten je nach persönlicher Bevorzugung jedes Pensionärs (Kleinviehaufzucht, Gemüseanbau, Bleiverarbeitung, Schreinerei, Frisur oder Schneiderei). Sie hatten auch gemeinsame Entspannungszeiten, zum Beispiel bei Lern- und Gesellschaftsspielen oder beim Sport. Alle diese Aktivitäten werden täglich harmonisch geplant, so wie andere ‚normale‘ Jugendliche in Freiheit es erleben könnten. Für jede Aktivität bzw. jede Phase des Tagesablaufs werden die Jugendlichen von spezialisierten Betreuern, Ausbildern oder Lehrern/-innen geführt. Berücksichtigt man das Lebensmuster der Insassen vor der Verhaftung, so ist es selbstverständlich, dass es manchmal zu Missverständnissen zwischen einzelnen Insassen kommt; darüber wurde während der Gespräche berichtet. Die Insassen haben jedoch gelernt, zur Versöhnung ohne Gewalt wiederzukommen.

3.2 Analyse der Forschungsergebnisse

Aus diesen dargestellten Forschungsergebnissen bleibt es fraglich, ob die Haft- und Lebensbedingungen der jugendlichen Insassen tatsächlich eine künftige harmonische Wiedereingliederung in die Gesellschaft ermöglichen. Weiter unten wird erläutert, wie solche Haft- und Lebensbedingungen sich auf das Werden der Insassen auswirken können.

Hilfe zur familiären Resozialisierung

Vor der Verhaftung hatten die meisten Insassen keine guten Kontakte mit ihrer familiären Umgebung, besonders mit ihren Eltern. Während des Interviews gab ein 15-jähriges Mädchen zu, dass es seit etwa zwei Jahren wegen der familiären Verständnislosigkeiten das Familienheim verließ und ehelich mit seinem Freund lebte. Die familiären Beziehungen jedes Pensionärs benötigten sowieso eine Vermittlung, um den Kontakt mit der familiären Umgebung ins Reine zu bringen. Also je nach einer gegebenen Frequenz von der Verwaltung der Institution festgelegt gibt es Treffen und Austausch zwischen der Leitung, dem Pensionär und seinen Bezugspersonen auf der familiären Ebene. Diese Treffen haben zum Ziel, Kontakte zwischen den jugendlichen Insassen und ihren jeweiligen Familien wiedergutzumachen und ihre künftige Rückkehr in die familiäre Schicht zu erleichtern. Da die Familie die wichtigste Instanz der Sozialisation darstellt, kommt ihr auch im Resozialisierungsprozess eine entscheidende Rolle zu. Trifft der ehemalige Straftäter nach seiner Entlassung weiterhin auf familiäre Probleme, steigt das Risiko eines Rückfalls erheblich.

Beitrag zum Lernen der Geselligkeit

Angeichts der Angaben des Gesprächs sowohl mit der Leitung als auch mit den Insassen bemerkt man, dass die Hauptmission des *Centre d'Observation des Mineurs* ist es, den devianten Jugendlichen mehr Kenntnisse und Handlungsfähigkeit in Bezug auf Moral und Geselligkeit beizubringen und eine zweite Chance zur sozialen Integration anzubieten. In ihrem Zeugnis gaben die Pensionäre zu, dass sie tatsächlich viel an der Institution erlernt haben, zum Beispiel gegenseitigen Respekt, Ordnung, Gehorsamkeit gegenüber älteren. Ihnen gilt diese Einrichtung als eine ‚Schule des Lebens‘, wo sie erlernen, gesellige und wertvolle Menschen zu werden.

Unterstützung bei der beruflichen Integration

Manche Jugendlichen gaben an, dass sie aus eigener Initiative oder mit einem Elternteil bzw. einem Verwandten schon vor ihrer Verhaftung eine lukrative Aktivität ausgeübt hätten. Obwohl sie noch jung sind, denken die Pensionäre schon daran, künftig einen eigenen Beruf auszuüben. Egal, ob sie eine Schule besuchen oder nicht, können die an der Institution gelernten Aktivitäten irgendwo für ihre berufliche Integration vorteilhaft sein.

Hilfestellung zur gesellschaftlichen Wiedereingliederung

Die Gesamtheit aller vorhergehend erwähnten Hilfen begünstigt schließlich eine bessere gesellschaftliche Reintegration. Harmonisches Familienleben, ein persönliches Leben in Einklang mit gesellschaftlichen Normen sowie Berufstätigkeit sind Bestandteile eines entfalteten Lebens in der Gesellschaft. Gemeinsame Entspannungszeiten sind den Jugendlichen sehr hilfreich, nicht nur, um vergangene Trümmerzeiten momentan zu vergessen, sondern auch sich mit anderen zu vereinbaren und Kompromisse mit ihnen zu finden, wenn eventuelle zwischenmenschliche Probleme entstehen. Das bereitet sie zu ihrer künftigen Rückkehr in die Gesellschaft. Ohne präzise Statistiken zu geben, unterstützte die stellvertretende Leiterin der Institution, dass mehrere ehemalige Insassen ihre Wiedereingliederung in die Gesellschaft mit einem stabilen Lebensstand reüssiert haben.

„Je stärker der Schnitt zwischen dem Leben in Freiheit und dem Leben in der Strafvollzugsanstalt ist, desto geringer muss die Chance für die Resozialisierung werden“ (1969 : 30), behauptete Doktorin Hertha Firnberg, ehemalige Abgeordnete der Republik Österreich während der 136. Sitzung des Nationalrates der Republik Österreich im Jahre 1969. Tatsächlich ist die Resozialisierung ein Prozess, der seit der Haftzeit vorbereitet wird. Das Gelingen dieses Prozesses ist unwahrscheinlich, wenn die Lebensbedingungen im Hafthaus sich stark von denen des Lebens in

Freiheit unterscheiden. Die beschriebenen Lebensbedingungen der Insassen lassen nicht vermuten, dass man sich in einer Strafvollzugsanstalt befindet, da sie den Lebensbedingungen in Freiheit ähnlich sind. Folglich kann man behaupten, dass sie der Resozialisierung der Jugendlichen vorteilhaft sind.

4 Diskussion

Für jede Person ist die Resozialisierung nach einem Aufenthalt in einem Hafthaus keineswegs einfach, da die damit verbundenen Herausforderungen erheblich sind, unter anderem: die Ansicht der Umgebung (Stigmatisierung), die Ansicht der ehemaligen straffälligen Person auf sich selbst (Selbstverurteilung), Überwindung der Stigmata des Aufenthalts in der Strafvollzugsanstalt (körperliche und geistige Verletzungen und/oder Erkrankungen), Strafregister, der Mangel an beruflichen Kompetenzen somit die Arbeitslosigkeit, der Unterschied zwischen dem Leben in der Strafvollzugsanstalt und dem Leben in Freiheit, die Herausforderung, nicht mehr straffällig zu werden, etc. (M. E. Dubois und F. Ouellet, 2020).

Auch für den Fall der Ex-/Pensionäre des *Centre d'Observation des Mineurs* wäre es nicht anders, trotz aller oben beschriebenen guten Maßnahmen des Staates. Zwar ähneln sich die beschriebenen Haft- und Lebensbedingungen der Pensionäre die Lebensbedingungen in Freiheit, aber mit einigen Grenzen. An einer Strafvollzugsanstalt haben die inhaftierten Personen zwar die Möglichkeit, andere Menschen zu sehen und mit ihnen auszutauschen, jedoch in begrenzter Zahl. Trotz aller schönen Lebensbedingungen bleibt der Kontakt mit der Außenwelt strick begrenzt. Außerdem sind die Faktoren, die zu abweichenden Verhalten verleiten können, in der Außenwelt wesentlich grösser als innerhalb der Institution. So kann eine plötzliche Veränderung nach der Freilassung geschehen. Dann kann diese Veränderung sich mit negativen Folgen begleiten lassen, wenn der ehemalige Inhaftierte keine geeignete Betreuung in der Freiheit mit der Hilfe der Familie, der Gesellschaft und anderer staatlichen Einrichtungen genießt. Laut dem Zeugnis der stellvertretenden Leiterin der besuchten Institution, gibt es manchmal Rückfälle bei manchen jugendlichen Ex-Insassen nach ihrer Freilassung und ihrer Rückkehr in die Gesellschaft. Diese bedauernswerte Bemerkung könnte, was mit den vorhergehend erklärten Einflussfaktoren zu tun haben.

Nicht nur der Staat, sondern auch die Familie und die Gesellschaft sollten den Ex-Insassen nach Entlassung aus der Haftanstalt im Resozialisierungsprozess begleiten.

Um diese Resozialisierung zu fördern, könnte der Staat mit Dienstleistungen von Psychologen, Soziologen oder Sozialarbeitern helfen. Den Psychologen käme dabei die Aufgabe zu, die Jugendlichen psychologisch zu begleiten. In regelmäßigen Einzelgesprächen sollten emotionale, verhaltensbezogene und zwischenmenschliche Schwierigkeiten aufgedeckt werden. Zugleich würden sie die jungen Menschen darin unterstützen, ihre Emotionen zu regulieren und Verantwortungsbewusstsein zu entwickeln. Die Soziologen und Sozialarbeiter wären ihrerseits dafür zuständig, das familiäre, schulische, berufliche und gesellschaftliche Umfeld der Jugendlichen zu untersuchen, um jene sozialen Faktoren herauszuarbeiten, die ihre Wiedereingliederung entweder begünstigen oder erschweren. Darüber hinaus würden sie beim Wiederaufbau sozialer Beziehungen sowie beim Abbau der Stigmatisierung helfen. Sie können sich an der familiären Mediation beteiligen. Sozialarbeiter könnten die Jugendlichen ganz praktisch unterstützen sei es beim Einstieg in eine Ausbildung oder bei der Arbeitssuche. Diese Betreuung durch Fachkräfte ist nötig, solange der Ex-Insasse sein soziales Gleichgewicht noch nicht erreicht hat.

Die Familie nimmt bei der Resozialisierung junger ehemaliger Inhaftierter eine Schlüsselstellung ein. Als zentrale Sozialisationsinstanz trägt sie dazu bei, soziale Bindungen, normative Orientierung und gesellschaftliche Zugehörigkeit wiederherzustellen. Durch ihr eigenes Vorbild sollten Eltern und Erziehungsberechtigte positive soziale Werte und Normen vermitteln und den Jugendlichen zugleich helfen, sich von kriminogenen Milieus sowie problematischen Beziehungen fernzuhalten. Statt ständiger Vorwürfe, Demütigungen und Stigmatisierung sollten Zuhören, Dialog, Ermutigung und regelmäßige Beratung in den Vordergrund gestellt werden; wie von Soro Soungalo gemeint, sollte man die falsche Seite umblättern (S. Soro, 2018 : 31-32). Gemeinsame Gespräche stärken das Vertrauen und fördern positive Zukunftsperspektiven. So ergänzt familiäre Unterstützung staatliche Maßnahmen und trägt zur sozialen Reintegration sowie zur Vermeidung von Rückfälligkeit bei. Jugendliche selbst sollten sich auch verantwortungsvoll für ihr eigenes Sozialleben, ihre Entfaltung und die gesellschaftliche Harmonie zeigen.

Zur Resozialisierung der abweichenden Jugendlichen hat die Zivilgesellschaft durch die Unterstützung von Nichtregierungsorganisationen zu spielen. Dies kann durch materielle sowie immaterielle Hilfsmitteln zugunsten der Erziehung und der Betreuung der Jugendlichen geschehen.

Schlusswort

Die Resozialisierung nach einer Haftzeit ist eine enorme Herausforderung für alle Akteure des Sozialisationsprozesses, egal wie alt der Betroffene ist. In der vorliegenden Studie wurde besonders der Beitrag des Staates zur Resozialisierung devianter Jugendlichen im ivoirischen Kontext analysiert, wobei der Fokus auf den Insassen des *Centre d'Observation des Mineurs* in Bingerville lag. Aus dieser Analyse ist es deutlich, dass die Maßnahmen des Staates nicht nur auf Bestrafung abzielen, sondern vor allem auf Erziehung, Betreuung und soziale Wiedereingliederung von strafbaren Jugendlichen. In diesem Hafthaus erhalten die Insassen schulische Bildung, berufliche Ausbildung, moralische Unterstützung und soziale Neuorientierung. Dadurch werden sie auf ein verantwortungsbewusstes Leben in der Gesellschaft vorbereitet.

Die Untersuchung hat ebenfalls gezeigt, dass familiäre Beziehungen, soziale Integration und berufliche Perspektiven wesentliche Faktoren für eine erfolgreiche Resozialisierung darstellen. Trotz der positiven Ergebnisse bleiben jedoch einige Grenzen bestehen. Nach der Freilassung stehen die Jugendlichen erneut vor zahlreichen Versuchungen, gesellschaftlicher Stigmatisierung und schwierigen Lebensbedingungen, die Rückfälle begünstigen können. Deshalb soll die Resozialisierung nicht mit der Entlassung enden, sondern muss auch außerhalb des Hafthauses durch Familie, Staat und Zivilgesellschaft weiter begleitet werden. Abschließend lässt sich sagen, dass eine nachhaltige Bekämpfung der Jugenddevianz nur durch gemeinsame Anstrengungen von Staat, Familie und Gesellschaft möglich ist.

Eine weitere Fragestellung bleibt aber: was tut der Staat für die Resozialisierung anderer gleichaltrigen Inhaftierten in anderen Strafvollzugsanstalten? Anders formuliert sind die Haftbedingungen in anderen Strafvollzugsanstalten der Resozialisierung förderlich? Diese Fragestellung kann in einer weiteren Studie beantwortet werden.

Bibliografische Quellen

AWARD Changes, 2024, *Wie erstelle ich einen Fragenbogen?*.

BERGERON Gérard, 1993, *L'État en fonctionnement*, Paris, L'Harmattan.

Brockhaus Enzyklopädie, 1973, F.A. Brockhaus Wiesbaden.

CORNEL Heinz, 2021, *Resozialisierung durch Soziale Arbeit, Ein Lehrbuch für Studium und Praxis*, Stuttgart, Verlag W.

CORNEL Heinz und al., 2023, *Resozialisierung, Handbuch für Studium, Wissenschaft und Praxis*, Die Deutsche Nationalbibliothek.

DA SILVA Osvaldo Dias Lopes & DE SOUSA Áurea Sandra Toledo, 2016, « Gestion de la qualité dans la recherche en sciences sociales et humaines : articulation entre les méthodes qualitatives et quantitatives », *Recherches Qualitatives*.

DUBOIS Marie-Eve & OUELLET Frédéric, 2020, « Les défis de la réinsertion sociale : regard éclairé sur la réalité vécue par la clientèle en maison de transition », *Criminologie*, Vol. 53, N° 2, S. 309-333.

FIACAT und al., (Hrsg.), 2024, *Rapport alternatif de l'ACAT Côte d'Ivoire, la FIACAT, La Balle aux prisonniers (LaBap) et Prisonniers Sans Frontières (PRSF) à l'occasion de l'examen de la Côte d'Ivoire par le Comité contre la torture lors de sa 80^{ème} session*, Abidjan.

KOFFI-DJAH Okon Marguerite, 2017, « Violence et culture de la rue dans le district d'Abidjan: cas des enfants dits «microbes» dans la commune d'Abobo », *Communication en Question*, Numéro 9, ISSN 2306 – 5184, S. 1-27.

MAELICKE Bernd, 2002, « Resozialisierung », *Deutscher Verein für öffentliche und private Fürsorge, Fachlexikon der sozialen Arbeit*, 5. Aufl. Frankfurt am Main.

MOUTON Jean-Denis, 1994, « L'État selon le droit international : unité ou diversité ? », *L'État souverain à l'aube du XXI^e siècle, Colloque SFDI*, Paris.

MUCCHIELI Laurent, 1999, « La déviance : normes et transgression, stigmatisation », *Sciences Humaines, Normes Interdits Déviance*, n°99, S. 20-25.

N'DA Paul, 2015, *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines*, Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article, Paris, L'Harmattan.

OUATTARA Sibiri Micaël, 2025, „Herausforderung der Sozialisation der Jugendlichen in einer von Medien hoch beeinflussten Gesellschaft: Fall der Côte d'Ivoire“, *Akkunda Scientific*, Nr. 8, S. 57-70.

Österreichische Staatsdruckerei, 1969, *Stenographisches Protokoll, 136. Sitzung des Nationalrates der Republik Österreich XI*, Wien, Österreichische Staatsdruckerei.

RIELÄNDER Maximilian, 2000, *Die Funktion der Familie in der Sozialisation*, Darmstadt, Pädagogischen Institut der Technischen Hochschule Darmstadt.

SCHÄRFERS Bernhard, 1998, *Soziologie des Jugendalters*, Wiesbaden, VS Verlag Sozialwissenschaften.

SORO Soungalo, 2018, *L'éducation parentale : le maillon faible*, sortir de la contre-éducation : éduquer autrement son enfant, Abidjan, Centre de Documentation Missionnaire.

VONGLIS Bernard, 2000, « Etat : définitions et réalités », *Pouvoirs dans la Caraïbe*, ISSN 1279-8657, N°12, S. 27-57.

Internetquelle

„Devianz Kurzdefinition“, 2026, <https://soztheo.de/glossar/devianz/>, (06.05.2026).